

Monsieur le représentant du préfet,  
Monsieur le Procureur de la République,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
Mesdames, Messieurs les élus régionaux, départementaux et municipaux,  
Messieurs les représentants des autorités civiles et consulaires,  
Messieurs les officiers, sous-officiers et soldats,  
Mesdames, Messieurs les présidents d'associations d'anciens combattants e  
Mesdames, Messieurs les porte-drapeaux,

Une nouvelle fois nous voici réunis pour cette cérémonie de recueillement et d'hommage aux harkis et aux anciens supplétifs de l'armée française. Permettez-moi tout d'abord de vous remercier très sincèrement pour votre présence nombreuse autour de nous ce matin. Votre fidélité indéfectible répond à notre quête de justice ; elle est aussi un témoignage public de reconnaissance qui nous va droit au cœur.

C'est donc la dix-septième fois depuis que monsieur Jacques Chirac a instauré la « Journée Nationale d'Hommage aux Harkis et aux membres des autres formations supplétives » que nous le faisons : au nom de nos aînés, au nom des disparus, en souvenir des drames vécus.

Ce moment est l'occasion d'adresser nos remerciements éternels à l'armée française, à la communauté pieds-noirs ainsi qu'à tous les rapatriés d'Afrique du Nord qui n'ont jamais fait défaut dans leur soutien à notre cause.

Sans doute le fait que l'ancien Président de la République -dernier de nos Présidents de la République à avoir porté les armes lors d'une guerre- qui avait lui-même participé aux combats en Algérie comme sous-lieutenant et partagé l'engagement des soldats du contingent, a-t-il joué en faveur de sa compréhension de nos préoccupations et dans sa décision d'instaurer cette journée d'hommage. Celle-ci comble un vide qui s'était instauré dès 1962, et avec lui un grand silence sur la réalité des événements comme sur la réalité de nos souffrances.

Plus d'un demi-siècle après la fin officielle des combats, la majorité de nos compatriotes ignore encore trop souvent, comment s'est terminé réellement la guerre d'Algérie. Certes depuis juillet 1962 combien de millions d'enfants sont nés, mais combien de nos concitoyens issus nos générations ont été acteurs de cette époque qu'ils ont enseveli dans le silence et l'oubli.

Le seul fait qu'on ait mis si longtemps à regarder notre passé et appeler ces événements par leur vrai nom -la guerre- en dit long sur notre incapacité collective à regarder notre histoire en face, toute notre histoire, même ses pages les plus tragiques.

Certes l'affrontement militaire et politique s'est terminé officiellement par la signature des accords d'Evian qui ont été ratifiés par un référendum. Mais nul n'ignore que ces accords qui ont aboutit à la création d'un État algérien, n'ont pas mis un terme soudain au cycle des tueries, aux disparitions, aux violences, aux exactions.

Et les représailles qu'elles suscitaient en retour, alimentaient à nouveau un cycle de tueries, disparitions, violences et exactions. Et les haines, là-bas comme en France, se sont perpétués encore pendant très longtemps.

Au-delà du souvenir de ces atrocités, des vies brisées et des destructions, nous devons d'abord saluer la mémoire et rendre hommage aux soldats. Aux harkis bien sur, mais aussi à tous ceux qui dans des formations diverses, relevant d'autorités administratives ou militaires diverses, avaient fait le choix de la France. Il s'agit des « moraznis », des « assès », des « groupes mobiles de protection rurale », des « groupes mobiles de sécurité », des « groupes d'autodéfense ». Bien plus forte que leur diversité administrative et statutaire était le fil rouge qui les reliait ensemble et à la France : la fidélité.

Le devoir de mémoire, impose aussi de nous rappeler l'acte inouï qu'a été leur abandon volontaire, sur ordre des plus hautes autorités de l'État qui les ont laissés désarmés au mains de l'ennemi. Les instructions ministérielles écrites du 12 mai 1962, de deux ministres, le ministre des armées ainsi que le ministre des affaires algériennes, sont des faits historiques avérés et indiscutables.

Ces instructions sont une tache sur l'honneur national. Nul ne pouvait ignorer le sort qui serait réservé aux anciens supplétifs. C'est en toute connaissance de cause que les ordres ont été donnés et réitérés par des autorités qui savaient ce qu'étaient la fin d'une guerre pour l'avoir constaté eux-mêmes en métropole en 1944.

Ces autorités ne pouvaient pas ignorer les cycle de représailles et de règlements de comptes que cela génère de la part des vainqueurs. Et les vainqueurs furent assistés comme toujours en ces circonstances, du zèle des ralliés de la dernière heures qui veulent faire oublier aux nouveaux maîtres, leur attentisme par un excès de cruauté.

L'aveu officiel de cette abjection, c'est notre combat. Même si la réalité est cruelle, la France se grandirait à porter un regard de vérité sur son proche passé et à assumer sa responsabilité dans l'abandon des Harkis, dans le massacre de ceux restés en Algérie, et dans les conditions honteuses réservées aux familles transférées en France.

A l'exil forcé on a ajouté l'humiliation de l'enfermement dans des camps dont certains avait auparavant rassemblés des prisonniers de guerre, des soldats ennemis de la France. Pratiquement tous en effet, avant d'être « camp de transit », Bias, Bourg-Lastic, Le Vigeant, Larzac, Saint-Maurice l'Ardoise et enfin Rivesaltes, ont été à un moment ou à un autre de leur histoire un camp de prisonniers ! Quant aux enfants, la patrie de Jules Ferry leur a refusé une scolarité qui aurait fait d'eux des citoyens intégrés. Pensons à eux tous !

Au moment de conclure je veux adresser mes remerciements aux autorité militaires de Toulouse qui nous aident dans la préparation de nos manifestations et nous apportent toujours leur concours. Je voudrais également profiter de ce moment pour dire notre soutien absolu aux soldats aux gendarmes et aux policiers, qui assurent notre sécurité à travers l'opération Sentinelle. Qu'un hommage leur soit rendu pour la difficile mission qui est la leur et qu'ils accomplissent avec abnégation malgré les difficultés et parfois aussi hélas, malgré les polémiques.

A toutes et à tous merci de votre soutien et de votre fidélité à notre histoire.

Vive la république et Vive la France !